

LE COMITÉ CENTRAL DU P. C. F.

Les textes adoptés à la dernière réunion du C.C. du P.C.F. ne modifient pas fondamentalement la ligne traditionnelle du P.C. mais introduisent seulement une série de nuances et quelques éléments nouveaux.

1 Les problèmes du mouvement communiste

● Le parti condamne la totalité des thèses chinoises, qu'il s'agisse :

1. De la coexistence pacifique.
En réfutant dans la pratique les possibilités qui existent d'utiliser les formes pacifiques de lutte pour assurer la victoire du socialisme, les dirigeants chinois tournent le dos à la réalité...
En soutenant que la lutte armée pour le pouvoir est toujours et partout la seule méthode valable, les dirigeants chinois développent de vieilles idées combattues par Lénine et le Mouvement communiste international sur la « Révolution permanente ».
En identifiant systématiquement révolution et violence, elle justifie les calomnies de la grande bourgeoisie qui s'efforce de faire croire aux peuples que la révolution socialiste est nécessairement une guerre civile.
2. Du culte de la personnalité.
La conception fautive du rôle des Partis communistes s'exprime aussi dans la tentative des dirigeants chinois de justifier le culte de la personnalité. Ils déclarent aujourd'hui qu'« avoir soulevé cette question fut « erroné » et « nuisible » et revient en « fait à opposer les chefs aux masses, à défigurer le Parti prolétarien, la dictature du prolétariat ».
3. De la « voie chinoise de la construction du socialisme ».
Et puis, que dire des communes populaires ? On voulait passer d'embler au communisme. Songez à l'expérience de l'Union Soviétique, où il a fallu des dizaines d'années pour achever la construction du socialisme.

● Le C.C. avance une explication sur le « pourquoi » de la ligne chinoise, basée essentiellement sur la composition sociale du P.C.C.

Il est des camarades qui se demandent pourquoi et comment tout cela est arrivé, et cette préoccupation est bien compréhensible. Ce sont des questions sérieuses, auxquelles on peut essayer de répondre. On peut constater la composition particulière du Parti communiste chinois, sa base surtout paysanne et ses cadres purement intellectuels.

● Il propose une conférence de tous les partis communistes et ouvriers du monde, mais tout en souhaitant vivement que les graves divergences qui opposent le Parti communiste de Chine à la quasi-unanimité des autres partis communistes puissent être surmontées. Ils demandent en fait une reddition sans condition. Cela suppose qu'ils renoncent à opposer une nouvelle ligne générale à celle élaborée en commun.

Les éléments nouveaux

En fait, ce qui est nouveau ce n'est donc pas la qualité des arguments mais la violence du ton qui ne laisse place à aucun compromis.

Il n'est pas de conciliation possible entre les positions politiques des dirigeants chinois et les thèses empreintes de l'esprit de Marx et de Lénine qui ont été adoptées par les conférences de 1957 et de 1960, et qui demeurent la ligne du communisme à travers le monde.

Dans ces conditions l'offre d'une conférence mondiale revient à proposer que le parti chinois soit exclu de la famille communiste.

Notons la différence de ton du Parti communiste italien qui rejette l'idée d'une telle conférence avec sa logique. Il semble bien d'ailleurs, qu'au moins pour un temps, Togliatti ait réussi à convaincre Khrouchchev, témoin les commentaires de « La Pravda » qui donnent une large place à la prise de position du P.C.F., mais ne souffle mot de sa proposition de conférence.

La Quatrième Internationale, pour sa part, est évidemment favorable à toute discussion au sein du mouvement communiste international, discussion devant non pas aboutir à l'exclusion de tel ou tel parti mais à l'élaboration d'une véritable stratégie mondiale de la révolution par tous les courants de la pensée marxiste.

Pour ce qui est de l'explication thozérienne du « pourquoi », elle ne manque pas de piquant, quand on se souvient de la soi-disant « sous-estimation de la paysannerie » par Trotsky.

Cet aspect de la révolution permanente s'est d'ailleurs enrichi de tout l'acquis, apporté par la révolution des pays sous-développés. Le passage suivant du camarade Pablo, membre du Secrétariat de l'Internationale, résume notre conception du rôle des paysans.

Il est maintenant parfaitement clair que, pour nombre de pays, il est possible d'arriver au pouvoir en s'appuyant pour toute une période presque exclusivement sur la mobilisation révolutionnaire, y compris sous forme armée de guérilla, de la paysannerie. Certes, nous, trotskystes, n'avons jamais minimisé le rôle révolutionnaire immense de la paysannerie, et la nécessité impérieuse de l'alliance ouvrière et paysanne avant et après la victoire. Mais, prisonniers en quelque sorte d'une certaine rigidité des schémas de la théorie classique, nous avions nous aussi la tendance à subordonner le rôle de la paysannerie à celui du prolétariat, dans toutes les étapes et conditions.

C'est dans le dynamisme ultime de la révolution à se développer en tant que révolution prolétarienne et socialiste, que se trouve, en définitive, la justification du rôle dirigeant du prolétariat, et non pas nécessairement dans le déclenchement et la conduite de la révolution dès le début par le prolétariat. De ce point de vue, la conception de la révolution permanente à notre époque se trouve enrichie, et englobe un terrain plus vaste.

(Eloge du Trotskysme, Quatrième Internationale, juillet 1962.)

Le Congrès du P. S. U.

Le III^e congrès du P.S.U. s'est tenu les 9, 10 et 11 novembre. Il a vu la victoire de l'aile droite, distançant la gauche d'une tête (54 % des mandats contre 46 %). En fait, la gauche était majoritaire, mais la droite avait fabriqué des mandats à coup de billets de mille, selon les bonnes vieilles habitudes de la S.F.I.O., et un marais d'hésitants se prononcèrent sur la base de la démagogie « anti-tendances » menée pourtant par une fraction organisée puissamment autour de France-Observateur.

Nos lecteurs se souviennent de l'analyse que nous avons donnée en juin de l'évolution de ce parti. Depuis sa crise de mai-juin, suscitée par l'orientation de la droite vers une alliance « prioritaire » avec la S.F.I.O. et un « regroupement des non-communistes », les positions en présence s'étaient polarisées, c'est ainsi qu'il n'y eût face à face à ce III^e congrès que deux tendances : la droite (des ménéssistes aux chrétiens de l'ex-M.L.P.) et la gauche regroupée : de Claude Bourdet aux « socialistes révolutionnaires » en passant par l'ex-courant Tribune du communiste (Jean Popere) et l'essentiel de l'ex-P.S.A. (Daniel Mayer, Tanguy Prigent, Guy Desson, etc.).

Mieux que par l'exposé des thèses, on comprendra les divergences qui séparent les deux ailes par deux exemples de leur pratique politique : A Rennes, dans une fédération de gauche, lors du second tour des élections cantonales complémentaires, le P.S.U. a offert son désistement au candidat ouvrier le plus favorisé, celui du P.C.F. Mais celui-ci comme celui de la S.F.I.O. arrivé derrière le candidat du P.S.U., pratiquant la politique du « contrat des non », se sont retirés en faveur du candidat M.R.P.-Indépendants qui avait refusé leur désistement. Opposée à cette politique de soumission de classe, la fédération du P.S.U. a maintenu son candidat. Il a obtenu plus de voix que le total de celles recueillies au premier tour par les trois candidats ouvriers. Inversement, dans les Alpes-Maritimes, une fédération dirigée par la droite du P.S.U., participe à un rassemblement pour un « programme commun » qui va du P.C.F. aux radicaux et au réactionnaire Médecin.

Front de classe ou front républicain, on conçoit que les deux lignes soient inconciliables.

Au cours du congrès, l'affrontement n'a pas eu cette netteté. La droite reprit les formules de la gauche, mais en les vidant de leur contenu : ainsi du « contrat d'unité », c'est-à-dire de la proposition faite à toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, de s'unir sur un pro-

gramme de mesures transitoires qui remettent en cause le régime bourgeois lui-même. A ce plan dynamique d'agitation pour donner au front unique solidité et conscience élevée, la droite opposait un programme de réformes « réalistes », c'est-à-dire un programme d'inspiration technocratique, acceptable par les bureaucraties réformistes et l'opposition « démocratique » ; en fait, une utopie qui ne pouvait que servir d'alibi à l'intégration des partis traditionnels et surtout des syndicats au régime de la V^e République.

Malgré les apparences, le P.S.U. se trouve avec ses deux blocs presque égaux, beaucoup plus divisé qu'à son II^e congrès, voici dix mois, et les risques d'une rupture sont d'autant plus grands entre ces deux ailes que la droite, dépassée un moment par les progrès de la gauche, a montré qu'elle ne reculerait devant rien pour briser la progression de ses adversaires qui s'orientent d'autant plus vers un socialisme révolutionnaire que l'orientation néo-socialiste des « majoritaires » se précise davantage.

Si un parti centriste de gauche peut avoir place sur l'échiquier politique français actuel, on conçoit qu'il n'y ait sûrement pas de place pour deux P.S.U. La fraction de droite recule en elle des contradictions grosses de déchirements ultérieurs, masquées jusqu'alors par l'hostilité commune à la gauche : catholiques téléguidés de l'A.C.O. contre francs-maçons, ambitions de trop nombreux aspirants-leaders jaloux les uns des autres, enfin manque quasi total de base militante. La gauche n'est pas homogène non plus, mais elle a pour elle de rassembler tout ce qui constituait les forces réelles du P.S.U. dès son origine ; elle a précisé ses positions politiques de façon très progressive, et sa prise de conscience des problèmes du mouvement ouvrier français d'aujourd'hui s'est élargie.

La première étape que nous avons esquissée en juin est franchie par la gauche du P.S.U., une période plus difficile s'ouvre devant elle : il lui faut surmonter la démolition engendrée par la perte d'illusions mises en un grand rassemblement hétéroclite, et son échec au cours de ce congrès ; il lui faut éviter la dispersion et trouver une voie originale d'évolution — qui passe à coup sûr par la rupture avec la majorité « aspirée » vers la S.F.I.O. — ; il lui faut enfin aborder et résoudre des problèmes dont la solution ne connaît pas de voie royale : le parachèvement d'une politique socialiste conséquente, et son application acharnée et patiente.

M. DERVAL.

2 La lutte contre le gaullisme

● Sur la force de frappe :

— Pétitions et manifestations locales restent la base de l'action.

Cette campagne de pétition devrait normalement être considérée comme une intervention des masses aussi importante que celle qui assura le succès grandiose en France de l'Appel de Stockholm.

Bien entendu, la pétition du Mouvement de la Paix, aspect important de cette bataille, trouve son complément indispensable dans les grands rassemblements régionaux annoncés pour octobre et novembre à Mimizan (Landes), à Ussel (Corrèze), dans le Haut-Var au Plateau-de-Canjuers et dans d'autres départements.

— Quant au mouvement de la paix, il reste le rouage essentiel.

Dans cette lutte, l'importance du Mouvement de la Paix en tant que force organisée et lieu de rencontre de tous les hommes de bonne volonté, doit être soulignée ; son renforcement, par la création de comités de paix très larges et très actifs, doit être la préoccupation constante et dominante des communistes.

● Sur l'unité d'action :

Avec qui ?

— Avant tout la S.F.I.O. et le parti radical, sur la base des déclarations de Guy Mollet.

Nous sommes pour la reconstitution de l'unité ouvrière sur cette base et pour l'examen approfondi des moyens susceptibles de faire « avancer dans le sens des transformations économiques et sociales », selon la propre expression de Guy Mollet.

— En excluant, semble-t-il, le M.R.P. dont on rappelle que Pflimlin

... Considère ce qu'il appelle la construction de l'Europe comme un moyen de lutte contre le communisme. C'est là l'esprit de croisade qui a préparé le lit du gaullisme.

Sur quelle base : l'instauration d'un régime de « démocratie véritable » dont on donne une définition due à M. Edouard Bonnefous.

Opposition à la force de frappe ruineuse et exclusivement nationale ; opposition à la continuation des expériences nucléaires... ; faire passer l'amélioration du niveau de vie des Français avant les dépenses de prestige... ; donner des écoles, des lycées, des universités, indispensables... ; construire en France des logements, des hôpitaux ; assurer l'impartialité de la radio et de la télévision et y garantir par un statut la liberté d'expression...

Reste les difficiles problèmes de politique étrangère :

— Le Marché commun.

La position de notre parti sur la C.E.C.A. et le Marché commun, dont la malfeasance est évidente, est bien connue. Mais nous avons dit et nous répétons que l'existence du Marché commun ne doit pas être un préalable pour l'entente nécessaire avec ceux qui s'en réclament.

Enfin, n'est-ce pas travailler au bien de tous les peuples européens que de proposer un accord solide et durable d'échanges commerciaux, sans discrimination, entre le Marché commun et le comité d'assistance mutuelle des pays socialistes ? Ce serait le complément nécessaire au pacte de non-agression O.T.A.N.-Traité de Varsovie.

— Les pactes militaires.

La politique européenne du gaullisme est rejetée par la S.F.I.O. et les radicaux. Par quel la remplacer ? Nous pensons que l'atténuation de la tension entre les deux alliances — O.T.A.N. et Traité de Varsovie — par suite d'un pacte de non-agression, créerait une situation nouvelle en Europe favorable aux échanges culturels et économiques, comme à l'extension du commerce mondial.

Les éléments nouveaux

Au sujet de la force de frappe, l'imagination du P.C. sur les moyens de la lutte ne fait guère de progrès, la référence à l'organisation des petites manifestations reflète seulement le scepticisme des militants devant les campagnes de pétition, mais en pratique aucune grande manifestation n'est proposée.

Notre parti a montré déjà les limites de la lutte anti-nucléaire qui, à un certain stade, pratiquement atteint en Angleterre, ne peut plus se développer qu'en posant le problème de la lutte pour le pouvoir.

En France, nous n'en sommes pas encore là : le rôle des manifestations, des marches anti-atombombes puissantes reste essentiel, elles seules peuvent faire prendre aux masses conscience de leur force, elles seules peuvent à un certain stade, faire ainsi comprendre la limite de ces luttes et la nécessité de les dépasser en s'attaquant directement à la machine d'Etat gaulliste pour la renverser.

Sur l'unité d'action l'accent est mis actuellement sur la nécessité d'un programme de « démocratie réelle », programme minimum au niveau de Guy Mollet et d'Edouard Bonnefous. Sur le plan intérieur, le remède à nos maux économiques, c'est la nationalisation d'un plus large secteur de l'industrie.

Nous sommes nous aussi pour un programme regroupant les couches ouvrières les plus larges, mais au programme de « démocratie réelle », nous opposons la nécessité d'un programme de transition où chacune des « réformes » arrachées au capitaliste vaut avant tout pour les nouvelles luttes et les nouvelles perspectives qu'elles ouvrent, le but ultime n'étant pas une stabilisation « démocratique » du pouvoir de la bourgeoisie impossible à atteindre, mais son renversement.

Dans l'optique de l'unité P.C.-S.F.I.O., les problèmes internationaux jouent un rôle de frein important, que le dernier C.C. essaye de lever.

— Sur le Marché commun, en se nuancant l'attitude du P.C.F. s'oriente vers la compréhension italienne de cet ensemble économique.

— Sur le problème des pactes militaires, on n'aborde pas le fond du problème : à quel système de défense appartiendrait la France de « démocratie réelle », on se contente d'espérer qu'un pacte de non-agression entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie supprimera le problème.

Pour nous, l'unité P.C.P.S. ne doit pas être le résultat d'arrangements de sommet mais refléter un profond mouvement unitaire des masses.

Actuellement, il existe des conditions favorables à un tel mouvement qui va forcer les directions des deux partis à s'entendre.

Ces conditions, c'est d'abord la pression économique que le gaullisme fait peser sur la classe ouvrière et qui rend très aiguë la nécessité de l'unité.

Mais cette nécessité n'est pas un fait absolument nouveau, c'est qu'un des obstacles majeurs à l'unité est en train de disparaître : cet obstacle c'était toute la pratique stalinienne du P.C.F. sur la démocratie ouvrière.

Le stalinisme est en train de mourir et ne peut être resuscité, c'est ce que les ouvriers socialistes comprennent (et que Guy Mollet a vu en allant à Moscou) en voyant l'ampleur du processus de déstalinisation en U.R.S.S. et son retentissement, certes plus ou moins retardé, mais irréversible dans les P.C. occidentaux.

C'est un des facteurs les plus importants qui poussent les militants ouvriers de la S.F.I.O. à faire pression sur leur direction pour une entente avec le P.C.

C'est ce fait nouveau qu'il faut utiliser et ne pas contrecarrer par des exigences sectaires dans le domaine de la politique extérieure. En particulier, il semble possible de regrouper de larges courants sur le dégage-ment de la politique française de tout pacte militaire O.T.A.N. aussi bien que Pacte de Varsovie.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les mobiles animant les directions respectives du P.C. et de la S.F.I.O., mais le mot d'ordre trotskyste

GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

est plus que jamais à l'ordre du jour.

LEPEO.